



Cette fois-ci, nous pouvons voter de façon positive pour l'éducation postsecondaire

Ce que nous voulons

- Une augmentation de 4,2 milliards de dollars du financement actuel lié à la réduction des frais de scolarité.
- La fin du financement accordé aux établissements privés à but lucratif.
- La fin des partenariats public-privé. L'infrastructure de l'enseignement postsecondaire doit être financée et exploitée publiquement. Il faut aussi créer un transfert en matière d'éducation postsecondaire qui améliore l'imputabilité du financement fédéral.
- Un système national de subventions en fonction des besoins.

Les libéraux n'ont rien fait

- Les frais de scolarité ont grimpé en flèche; en effet, les étudiants du premier cycle paient en moyenne 4 214 \$ de frais de scolarité en 2005-2006, près du triple de la moyenne de 1 464 \$ en 1990-1991. Le plan des libéraux ne permettra pas de contrôler la croissance des frais de scolarité.
- L'endettement des étudiants, après un cours de premier cycle, est d'environ 28 000 \$.
- Le coût de l'entretien différé grimpe aussi. En Ontario seulement, on estime à plus de 1,5 milliard de dollars le coût de l'entretien différé pour les universités.
- Le travail temporaire et occasionnel augmente dans les universités.

Les conservateurs seraient pires

- Ils appuient des prêts en fonction du revenu, un modèle de financement régressif qui désavantage les femmes et les diplômés à faible revenu.
- Les mesures fiscales des conservateurs ne répondent absolument pas aux besoins des étudiants et des universités.

Ce que disent les néo-démocrates

- Nous avons besoin d'un plan national qui réduira les frais de scolarité de 10 pour cent afin de rendre l'éducation plus accessible.
- Il faut protéger l'éducation contre la privatisation grâce à une loi sur l'éducation postsecondaire au Canada et à l'augmentation des transferts fédéraux en matière d'éducation.
- Nous devons déduire tous les intérêts du Programme canadien d'aide aux étudiants des impôts des diplômés.
- Il faut remplacer la Fondation des bourses d'études du millénaire par des subventions en fonction des besoins.
- Il faut augmenter le financement public afin de protéger la recherche indépendante contre les pressions exercées par les entreprises, surtout dans les domaines de la médecine et de l'environnement.